

Vider les toilettes, un "métier" d'intouchables que l'Inde veut abolir

22-11-2012 Nouvel Observateur

NEKPUR (Inde) (AFP) - Un panier d'excréments sur la tête, Kela avance dans un flot d'eaux usées et monte sur un tas d'ordures pour déverser son chargement puant. Chaque jour, cette Indienne vide des toilettes dans des conditions déplorables, un "métier" d'intouchables que le pays veut abroger.

"Personne ne nous verse un salaire décent", lâche Kela tout en mêlant à de la boue et des ordures les déjections qu'elle a ramassées manuellement dans le village de Nekpur. Situé à 60 km de New Delhi, il est toutefois à des années lumière du développement économique de la capitale fédérale.

Déclaré illégal selon une loi de 1993, restée largement inappliquée, ce "métier" devrait être abrogé par une nouvelle loi que le gouvernement a promis de présenter lors de la session parlementaire qui s'ouvre cette semaine.

Kela et ses "collègues", une vingtaine de femmes du village, vivent dans des maisons en boue, isolées du reste des habitations. Elles sont considérées comme appartenant à la plus basse caste de la société et sont vues comme les derniers "intouchables".

La discrimination n'est plus aussi forte que jadis mais ceux, ou plutôt celles, qui sont chargés de vider les toilettes sans chasse d'eau n'ont toujours pas le droit de garder le bétail et on les empêche parfois de marcher près de personnalités influentes.

"J'ai passé ma vie à faire ça", résume Kela, qui dit avoir autour de 60 ans.

Kela a commencé à vider les toilettes après son mariage, lorsqu'elle était jeune adolescente, et elle ne cache pas la nature indigne de son activité.

"L'odeur vous monte à la tête. Je me sens souvent malade. Après tout, on est aussi des humains".

L'une des maisons où elle se rend pour nettoyer est celle d'une veuve, Parveen, où vivent neuf personnes issues de trois générations.

Les toilettes -- en fait un mur de brique autour d'un trou au-dessus d'une fosse remplie de cendres et d'immondices -- sont vidées depuis un point d'accès situé dans la rue, où Kela ramasse dans un panier en osier "les souillures nocturnes" de la maisonnée.

"Ca nous met mal à l'aise", avoue Parveen lorsqu'on lui évoque l'emploi de Kela. "Nous avons pitié de ces femmes et nous essayons parfois de les aider".

Elle paie Kela en nature, en lui donnant un morceau de +chapati+ (galette traditionnelle sans levain) par jour et cinq kg de graines céréalières par mois.

On estime à 200.000 le nombre de nettoyeurs de toilettes dans tout le pays.

La nouvelle législation vise à interdire la construction de toilettes devant être vidées à la main et prône une peine d'un an de prison et/ou une amende maximale de 50.000 roupies (environ 710 euros) pour toute personne recourant au service d'un nettoyeur.

Le gouvernement veut aussi que les autorités locales contrôlent l'application de la loi et sanctionnent les municipalités qui emploieraient des égoutiers sans équipement, ni matériel de protection.

Inertie bureaucratique

Il n'est pas rare de rencontrer encore dans certaines villes des hommes portant uniquement des sous-vêtements, munis d'une binette et d'un bâton en bois travaillant dans les fosses septiques publiques et les égouts.

Les chemins de fer indiens, récemment décrits par un ministre comme les "plus vastes toilettes à ciel ouvert au monde", recourent aussi souvent à des nettoyeurs manuels.

Bindeshwar Pathak, de l'association caritative Sulabh International qui travaille à réorienter les femmes de Nekpur vers la fabrication de savons et de bougies, estime que la nouvelle loi pourrait aider à améliorer la situation mais que le vrai test se fera sur le terrain.

"Il y a de nombreuses lois en Inde qui n'ont pas permis de progresser, comme celles interdisant le travail des enfants", souligne-t-il.

D'autres militants estiment que les fonds publics qui visaient à trouver une nouvelle orientation professionnelle aux nettoyeurs manuels n'ont pas été versés à cause de l'inertie bureaucratique ou de la corruption.

"Dans notre démocratie, il y a une question de nombre. Si une communauté est petite, personne ne fait attention à elle", dénonce Vidya Rawat, directeur de la Fondation pour le développement social, à New Delhi.

Selon lui, il faudrait que le gouvernement trouve de nouveaux emplois aux nettoyeurs, ce qui impliquerait un vaste programme de discrimination positive avec des postes réservés aux plus basses castes et aux tribus.

"Les programmes de réinsertion ne fonctionnent pas. Si une femme du bas de l'échelle sociale quitte son emploi et choisit d'ouvrir un stand de thé, elle n'aura aucun client", affirme-t-il.

Dans l'Inde rurale, la notion d'intouchabilité continue de perdurer plus de 60 ans après que le héros de l'indépendance, le Mahatma Gandhi, l'avait qualifiée de "plus grande tache sur l'hindouisme".